

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 14 MARS 2019

Titulaires présents		Excusés
BAUDRY Paul	JUHEL Laurent	ALZURI Emmanuel
BONNAMY Eric	KEHRIG COTTENÇON Chantal	CACHENAUT Bernard
CARASCO Olivier	LAFLAQUIERE Jean-Pierre	CARPENTIER Vincent
CHARRON Martine	LESPADE Jean-Marc	FOURNIER Jean-Louis
DAGORRET François	MENDIBURU Paul	IRIGOYEN Jean-François
DARRIBEROUGE Louis	NEYS Philippe	LASSERRE-DAVID Florence
ETCHEGARAY Jean-Pierre	OLIVE Claude	NOUSBAUM Pierre-Marie
ETCHEGARAY Jean-René	PONS Yves	
GONZALES Christian	SALDUCCI Jean-Paul	
HACALA Germaine	SOROSTE Michel	
HAYE Ghislaine	THEBAUD Marie-Ange	
HIRIART-URRUTY Argitxu (à partir du rapport n°4)	VEUNAC Jacques	
HOURLCADE Robert	VEUNAC Michel	
IBARLUCIA Michel		
<u>Suppléants présents mandatés par des titulaires</u>		
Titulaires excusés	Suppléants désignés	
NARBAIS-JAUREGUY Eric	FONTAINE Arnaud	
Procurations de titulaires excusés à des titulaires		
Titulaires excusés	Titulaires désignés	
BISAUTA Martine	ETCHEGARAY Jean-René	

Secrétaire de séance : Paul MENDIBURU

OJ N°6 : PROJET TRAM'BUS - DOSSIERS DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION AMIABLE DES TRAVAUX DU TRAM'BUS – ATTRIBUTION D'INDEMNISATIONS

Dans le cadre du projet de réalisation des deux lignes de Bus à Haut Niveau de Service, dites « Tram'Bus 1 et 2 », le Comité Syndical a acté, par délibération du 14 décembre 2016 et par délibération modificative du 21 juillet 2017, la mise en place d'une Commission d'Indemnisation Amiable au titre du Tram'Bus (CIATB), auprès des entreprises, commerçants, artisans et professions libérales situés dans le périmètre de l'emprise des travaux.

En effet, au regard de l'envergure et de la durée des travaux, les perturbations générées peuvent avoir un impact sur les activités économiques et commerciales.

Pour mémoire, l'instruction des dossiers de demande d'indemnisation se déroule de la manière suivante :

1. Remise des dossiers par les requérants.
2. Contrôle de la complétude du dossier remis.
3. Instruction par un expert-comptable pour vérification du préjudice financier produit par le requérant.
4. Instruction du dossier par la Commission d'Indemnisation qui statue sur la recevabilité de la demande et sur le montant de l'indemnisation à proposer au Conseil Syndical.
5. En cas de recevabilité de la demande, attribution de l'indemnisation par délibération du Conseil Syndical.

Cette commission a tenu sa session mensuelle le 20 février 2019 et 11 dossiers complets ont été instruits lors de cette séance. Le tableau suivant établit la synthèse des dossiers instruits ci-dessous :

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMMISSION D'INDEMNISATION DU 20 février 2019							
N° de Dossier	Nom de l'entreprise	Ville et secteur de travaux	Période de Travaux	Recevabilité et motif	Non recevabilité et motif	Montant demandé par le requérant	Montant proposé par la Commission
2018.12.125	SARL POMMIERS (1 ^{ère} demande)	102, avenue de Biarritz, ANGLET	01/10/18 au 30/11/18	Recevable – préjudice avéré sur la période de travaux spécifiée. La commission a recalculé le montant du préjudice en fonction de la date des travaux sur la zone (30/08/18 à aujourd'hui)		8 160 €	8 900 €
2019.01.131	PRINK (2 ^{ème} demande)	9, avenue Léon Bonnat, BAYONNE	01/10/18 Au 31/12/18		Non recevable car hausse du CA sur la période d'indemnisation demandée.	857 €	0 €
2019.01.137	HAIR BAYONNE (2 ^{ème} demande)	3, rue Bernède, BAYONNE	01/11/18 Au 31/01/19	Recevable partiellement – La Commission a recalculé le montant du préjudice car le requérant a fait une demande d'indemnisation estimée sur la base d'un CA prévisionnel et non sur la base d'un CA réalisé.		12 000 €	3 091 €
2018.12.126	TENDANCE BEAUTE (1 ^{ère} demande)	85 avenue de la Légion Tchèque, BAYONNE	01/11/17 Au 30/09/18		Non recevable car hausse du CA sur la période d'indemnisation demandée.	11 229 €	0 €
2018.12.121	MGL NUTRISHOP 64 (réexamen)	85 avenue de la Légion Tchèque, BAYONNE	01/11/17 Au 31/08/18	Recevabilité partielle du fait d'une baisse structurelle d'activité non liée aux travaux du Tram'bus.		7 457 €	166 €
2019.01.133	LASSERRE (3 ^{ème} demande)	9, rue Sainte-Catherine, BAYONNE	01/07/18 Au 31/12/18	Recevable – La commission a pris en compte les indemnités déjà versées sur la période précédente s'arrêtant au 20/07/2018. La deuxième période allant du 03/09/18 au 31/12/2018 est indemnisable en prenant N-2 comme CA de référence (du fait que N-1 a déjà été indemnisée car impactée par les travaux).		1 919 €	2 610 €
2018.11.110	ROYAL COIFFURE (2 ^{ème} demande)	22, rue Maubec, BAYONNE	01/01/18 Au 30/09/18	Recevable partiellement – La commission a recalculé sur toute la période de travaux en tenant compte de l'indemnisation précédente.		29 340 €	4 116 €
2019.01.129	BAIONAKO LOUSTAU (2 ^{ème} demande)	1, place de la République, BAYONNE	01/08/18 Au 30/11/18	Recevable – Préjudice avéré sur la période de travaux spécifiée. La commission a recalculé le montant du préjudice en fonction de la date des travaux sur la zone, à savoir à partir du 20/08/18 au 30/11/18.		30 000 €	31 156 €
2019.01.130	SARL ETCHEVERRY (1 ^{ère} demande)	80, avenue de la Marne, BIARRITZ	01/09/18 Au 31/12/18	Recevable – préjudice avéré sur la période de travaux spécifiée. La commission a calculé le montant du préjudice en fonction de la date des travaux sur la zone (08/08/18 au 31/12/18).		18 825 €	18 510 €
2019.01.128	GRANDE PHARMACIE DES ARCEAUX (1 ^{ère} demande)	52, avenue Edouard VII, BIARRITZ	01/08/18 Au 30/11/18	Recevable partiellement – préjudice avéré en tenant compte de la période de travaux retenue du 27/08/18 au 30/11/18.		20 600 €	8 854 €
2019.01.127	MINCE ALORS (1 ^{ère} demande)	28, bld Jacques Duclos, TARNOS	01/10/18 Au 30/11/18	Recevable partiellement – préjudice avéré en tenant compte de la période de travaux retenue du 29/10/18 au 30/11/18.		2 485 €	1 133 €
TOTAL						142 872 €	78 536 €

Sur les 11 dossiers complets instruits lors de la séance du 20 février 2019, 9 ont été jugés recevables et peuvent faire l'objet d'une attribution d'indemnisation.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

2 dossiers ont été jugés non éligibles selon les motifs exposés ci-dessus.

Le montant total des indemnisations attribuées par la commission du 20 février 2019 est de 78 536 €, prévus au budget du projet de Tram'bus.

L'attribution de l'indemnisation est conditionnée à la signature du protocole d'accord prévu à l'article XI du Règlement Intérieur de la Commission qui précise : « *Un tel protocole d'accord vaut transaction au sens de l'article 2044 du Code Civil et emporte renoncement du bénéficiaire de l'indemnisation à tout recours contentieux ultérieur concernant le montant proposé et tous les chefs de préjudice.* »

Au vu de ces éléments, le Comité syndical est invité à approuver l'attribution des indemnisations proposées par la Commission d'Indemnisation au titre des préjudices occasionnés par les travaux du projet de Tram'bus et à autoriser le Président à signer tous documents afférents au versement de ces indemnisations.

ADOpte A L'UNANIMITE

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire.

Transmis à la Sous-Préfecture

De Bayonne le 19 MARS 2019

Affiché le 19 MARS 2019

Le Président,

Claude OLIVE

